

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2021 :

Les perspectives de reprise à l'épreuve de la pression fiscale et des contraintes exogènes !

Ce document, publié trimestriellement par le GICAM, est intitulé **Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie**. Il fait le round-up des faits marquants de la conjoncture des entreprises, reflétées par les opinions des chefs d'entreprises, interrogés sur leurs perceptions du climat des affaires, l'évolution de l'activité dans leurs entreprises au cours du dernier trimestre et leurs anticipations concernant celui à venir.

Dans ce document, les analyses s'appuient sur les indicateurs relatifs à :

- la tendance de l'activité au cours du 1^{er} trimestre 2021 et de celle anticipée pour le 2^{ème} trimestre 2021 ;

- l'évaluation de l'environnement des affaires, en termes de contraintes, menaces, forces et opportunités.

Les attentes spécifiques et les propositions des chefs d'entreprises pour l'amélioration de l'environnement des affaires sont également mis en relief.

L'analyse procède à des comparaisons avec les tendances observées au cours du trimestre précédent (4^{ème} trimestre 2020) et par rapport au même trimestre de l'année précédente (1^{er} trimestre 2020).

Un accent est mis sur les écarts significatifs et suffisamment perceptibles.

Cinq chiffres clés de la conjoncture au 1^{er} trimestre 2021

- **94,3%** des chefs d'entreprises ont été confrontés à des tracasseries fiscales très contraignantes au cours du 1^{er} trimestre 2021 ;
 - **81,8%** des chefs d'entreprises ont dû accroître leur endettement au cours du cours du 1^{er} trimestre 2021 ;
 - **67%** au moins des chefs d'entreprises déplorent le relèvement des taux de commissions bancaires sur le transfert de devises et les difficultés d'accès aux devises pour le règlement des fournisseurs extérieurs ;
 - **66%** des chefs d'entreprises déplorent la mauvaise qualité des télécommunications (téléphonie, internet, ...) au cours du premier trimestre.
- **65,5%** des chefs d'entreprises ont subi une baisse de leurs chiffres d'affaires au cours du 1^{er} trimestre 2021;

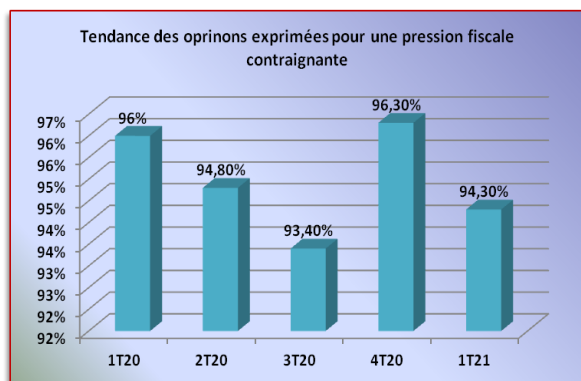
1. Tracasseries fiscales : De mal en pis

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, la pression fiscale est demeurée l'une des préoccupations majeures des chefs d'entreprises.

De fait, c'est toujours plus de 9 entreprises sur 10 qui estiment que la pression fiscale est intenable. Ce trimestre, 44,3% des chefs d'entreprises indiquent avoir observé une hausse de la pression fiscale. Cette proportion était déjà de 42,7% au cours du

4^{ème} trimestre 2020. Au final, **94,3%** ont une perception d'une pression fiscale en hausse ou stable, contre **96,3%** au 4^{ème} trimestre et 93,4% au 3^{ème} trimestre 2020.

Invariablement, la proportion des opinions exprimant une baisse de la pression fiscale reste marginale : 5,7% pour le 1T21 contre 3,6% au 4T20.



En glissement annuel, les avis concernant la pression fiscale confirment toujours le sentiment d'un étai fiscal qui se resserre chaque jour un peu plus. De 96% au 1^{er} trimestre 2020, on est passé à 94,3% d'opinions pour une hausse ou une stabilité de la perception des entreprises de la pression fiscale en 2021.

Ces tendances qui perdurent depuis plusieurs trimestres ne devraient pas s'inverser au second trimestre si l'on s'en tient aux anticipations pessimistes des chefs d'entreprises et de l'orientation de la politique fiscale.

En effet, selon le cadrage budgétaire 2021, le ratio recettes fiscales par rapport au PIB

devrait croître de 1,3% par rapport à 2020. Cet objectif d'amélioration du taux de pression fiscale se traduit malheureusement sur le terrain par une accentuation de l'étai sur quelques entreprises, tandis que les niches fiscales demeurent peu explorées et que les dépenses fiscales discriminatoires restent importantes.

Pour les entreprises, la politique fiscale se traduit par un accroissement des taux, une multiplicité des contrôles fiscaux avec des redressements contestables, combinés à une absence de visibilité en ce qui concerne les procédures de recours.

Plusieurs dirigeants ont ainsi déploré de manière spécifique certaines dispositions de la Loi de Finance défavorables à certaines filières (droit d'assises sur matières premières, taxation de l'importation de certaines denrées à l'instar de l'huile de palme ; ...).

Parallèlement, près de **78%** des entreprises ont été affectées de manières importantes par les retards de paiement de l'Etat concernant soit la commande publique, soit les remboursements des crédits TVA.

2. Difficultés de transferts : Quand la Banque Centrale bloque l'économie

L'introduction depuis deux trimestres de nouveaux facteurs, liés aux difficultés de transfert, a mis en exergue d'importantes perturbations dans les activités des entreprises. Au 1^{er} trimestre 2021, **67,4%** des chefs d'entreprises indiquent que le relèvement des frais de transferts des devises a été une contrainte très importante, **tandis que 67,1%** ont fait face, de manière importante, à des difficultés d'accès aux devises.

La problématique du transfert des devises a en effet pris une nouvelle tournure au cours du trimestre avec la publication par la BEAC, de la Lettre Circulaire N°003/GR/2021 précisant les modalités d'apurement des dossiers de domiciliations d'importations.

Les difficultés d'appropriation de ces modalités, parfois au caractère draconien,

Encadré : La rareté des conteneurs à l'origine de la hausse des coûts du fret maritime.

La rapidité de la reprise de l'économie américaine, combinée à la congestion dans les principaux ports a induit un ralentissement des délais de rotation des conteneurs. La solution aurait été l'acquisition de nouveau conteneur. Malheureusement les prix ont pratiquement triplé du fait principalement de la hausse du prix du fer et de l'acier (conséquence d'un conflit commercial entre la chine, principal producteur, et l'Australie, son principal fournisseur). La conséquence de cette rareté est double : **(i)** le renchérissement des coûts locatifs des conteneurs disponibles, **(ii)** les principaux armateurs privilégient les routes maritimes les plus rentable, en l'occurrence, Amérique du Nord, Asie et Europe. L'Afrique et l'Amérique du Sud, considérés comme marchés secondaires, payent ainsi le lourd tribut de la pénurie.

à la fois par les banques et par les entreprises, ont débouché sur des dysfonctionnements et des blocages dans la quasi-totalité des secteurs d'activités.

Le refus de la Banque centrale de ménager un moratoire raisonnable, malgré les multiples interpellations, affecte fortement les capacités d'approvisionnement et fait courir un risque d'arrêt des activités sur les secteurs dépendant des importations.

Ces difficultés et blocages se sont cumulés, au 1^{er} trimestre 2021, à la dégradation des services de communications et de

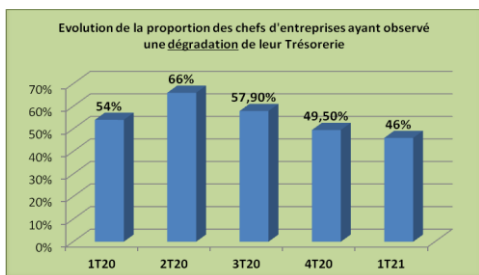
télécommunications, mais également et surtout au renchérissement des coûts de passage portuaires.

En effet, près de **68%** des chefs d'entreprises estiment que la **mauvaise qualité des infrastructures** de transport a constitué un handicap très important pour leurs activités économiques. D'un autre côté, le **relèvement des coûts de passage portuaires** a été pointé du doigt par **63,4%** des chefs d'entreprises comme une contrainte importante sur le développement de leurs activités.

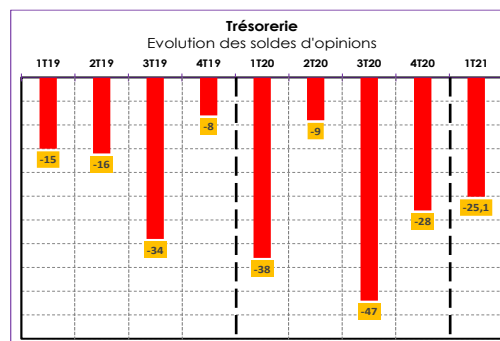
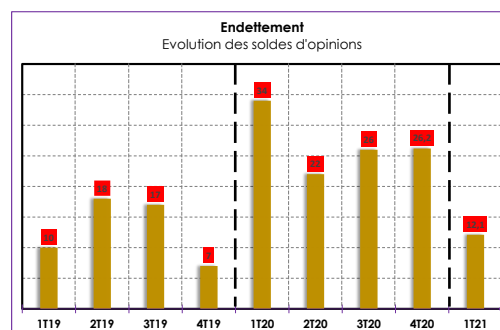
3. Trésorerie et endettement : Indicateurs toujours au rouge !

Au 4^{ème} trimestre 2020, environ 46% des opinions exprimées par les chefs d'entreprises mettaient en évidence une hausse de leur endettement. Cette proportion, bien qu'ayant reculé au 1^{er} trimestre 2021 reste élevée (**26,6%**). Le niveau d'endettement est resté stable pour la majorité des entreprises (55,6%) et n'a baissé que pour 16,1% d'entre elles.

Quant à la trésorerie, elle s'est dégradée chez **46%** d'entreprises au cours de ce trimestre contre 49,5%, au trimestre précédent et 57,9% un trimestre plus loin. Au 1^{er} trimestre 2020, la dégradation avait concerné 54% des entreprises.



Toutefois, la proportion des chefs d'entreprises ayant noté une amélioration de leur trésorerie a légèrement baissé. Elle n'est que de **20,9%** par rapport au trimestre précédent où elle se situait à 22%, contrairement aux trimestres précédents, au cours desquels cette proportion avait doublé, passant de 11,2% au 3^{ème} trimestre à 22% en fin d'année 2020.



La mise en parallèle des tendances concernant la trésorerie et l'endettement révèle une fragilisation financière sans cesse croissante des entreprises depuis le début de la crise sanitaire en 2020. Depuis cette période, les soldes d'opinions relatifs à la trésorerie et à l'endettement se sont significativement dégradés.

Comme corollaire immédiat, la tendance des investissements reste morose. Les chefs d'entreprises ayant accru leurs investissements sont toujours moins nombreux que ceux qui ont été contraints

de les baisser. Dans leur grande majorité, les entreprises ont réduit ou stoppé leurs

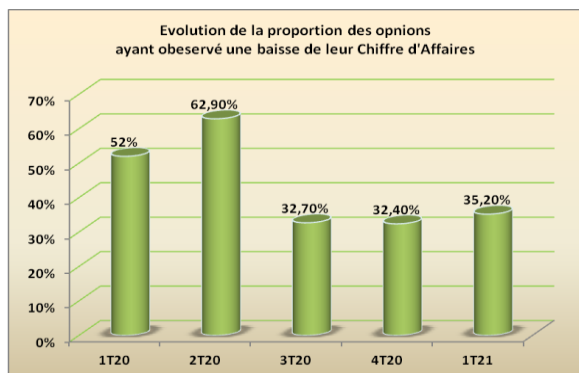
investissements face à l'incertitude et aux difficultés de financements.

4. 1^{er} trimestre 2021 : Un espoir de reprise plombé

Au 1^{er} trimestre 2021, **65,5%** des chefs d'entreprises affirment avoir enregistré un chiffre d'affaires en baisse ou stable. Celui-ci n'a été en hausse que chez 34,7% d'entre eux, à peu près une proportion de 1 sur 3. Cette proportion était de 67,5% au 4^{ème} trimestre 2020.

Par ailleurs, la proportion des chefs d'entreprises ayant observé une baisse stricte de leurs chiffres d'affaires au cours de la période s'est stabilisée autour de **35,2%** contre 32% aux 2 trimestres précédents.

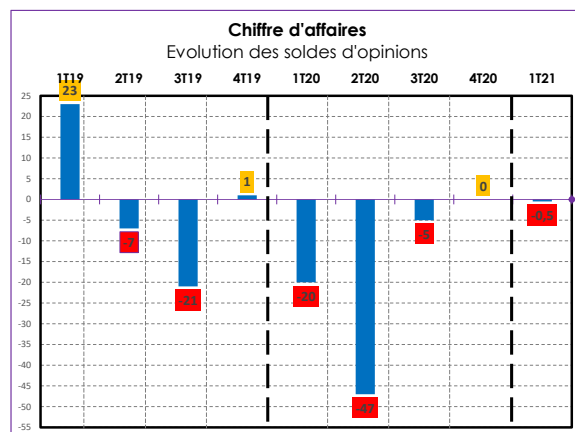
Si ces résultats semblent en légère amélioration par rapport à ceux connus depuis le début de la crise sanitaire, il n'en demeure pas moins qu'ils restent préoccupants dans une période escomptée comme période de reprise.



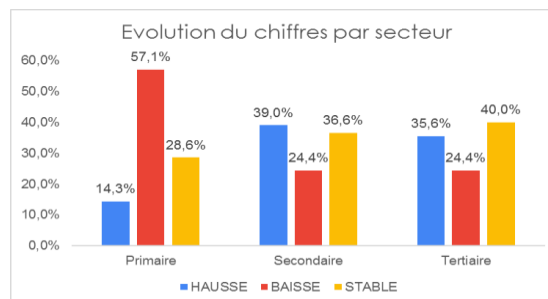
De fait, l'accalmie des effets négatifs de la pandémie COVID, la réouverture progressive des économies et la refondation des modes d'organisation, avec notamment une digitalisation accrue des processus autorisaient un espoir d'une reprise plus importante.

Globalement, on note un faible écart entre les perceptions de hausse et de baisse du chiffre d'affaires, avec toutefois un solde

d'opinions à nouveau négatif au 1^{er} trimestre 2021.



Sur un plan sectoriel, on observe que dans les secteurs primaire et secondaire, les chefs d'entreprises ont eu les évolutions les moins favorables de la perception. En effet, on observe un solde d'opinion négatif de -42,9% dans le primaire et de -19% dans le secondaire.



Pour ce qui est de l'évolution des stocks, la stabilité constatée depuis les quatre derniers trimestres s'estompe : les opinions exprimées pour une stabilité ne représentent que 44,4% contre 50,6% au 4^{ème} trimestre 2020. Les difficultés d'approvisionnement et le renchérissement global des coûts des matières premières importées entraîneraient ainsi un amenuisement des stocks.

Tendance de l'activité (1 ^{er} Trimestre 2021)	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	34,7 ↗	30,3 ↘	35,2 ↗	100%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	26,6 ↗	44,4 ↘	29,4 ↗	100%
Tendance de l'endettement	28,2 ↘	55,6 ↗	16,1 ↗	100%
Tendance de la trésorerie	20,9 ↘	33,1 ↗	46 ↘	100%
Tendance des investissements	17,6 ↗	54,2 ↗	28,2 ↘	100%
Tendance de la pression fiscale	44,3 ↗	50 ↘	3,6 ↘	100%
Tendance des effectifs	22,1 ↗	58,6 ↗	19,3 ↘	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

A l'évidence, de nombreuses contraintes conjoncturelles ont plombé les anticipations positives et il convient de demeurer attentif face aux nouveaux variants et aux nouvelles vagues de la pandémie qui refont surface çà et là.

S'agissant des contraintes, près de 80% des chefs d'entreprises ont identifié au cours du 1^{er} trimestre la **concurrence déloyale**, les **tracasseries administratives** et les **retards de paiements de l'Etat** comme des facteurs ayant fortement affecté leurs activités.

(i) **les questions de concurrence déloyale** demeurent pour le 4^{ème} trimestre consécutif l'une des principales menaces sur l'activité des entreprises. Seules 14% des entreprises

estiment que la concurrence n'a pas été un frein à leurs activités.

(ii) A l'image des questions liées à une concurrence déloyale, les **Tracasseries administratives** constituent une préoccupation majeure des chefs entreprises. Au cours du trimestre sous revue, elles sont perçues par **81%** des chefs d'entreprises comme un handicap important ou très important.

(iii) En troisième lieu, **les retards de paiement** continuent de constituer une contrainte majeure pour les entreprises. L'incidence de cette préoccupation se situe autour de **78%** au cours du premier trimestre, soit 2 points de plus par rapport au trimestre précédent.

Faiblesses/menaces	Très important	Important	Peu important	Total
Insuffisance de la demande	27,3% ↘	39,6% ↘	33,1% ↗	100%
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	15,4% ↘	23,5% ↗	61% ↗	100%
Difficultés d'accès aux financements	30,7% ↘	26,3% ↘	43,1% ↗	100%
Difficultés d'approvisionnement	34,6% ↗	23,3% ↗	42,1% ↘	100%
Insuffisance /perturbations de la distribution de l'énergie électrique	36% ↗	30,1% ↘	33,8% ↗	100%
Concurrence	38,1% ↘	48,2% ↗	13,7% ↘	100%
Tracasseries administratives	39,3% ↗	40,7% ↘	20% ↘	100%
Retard de paiement (Délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	42,3% ↗	34,6% ↗	23,1% ↘	100%
Difficultés d'accès aux devises	33,8% ↗	32,3% ↗	33,8% ↗	100%
Insécurité dans les régions du SW et NW	33,1% ↘	32,4% →	34,6% ↗	100%
Qualité du réseau routier	32,3% ↘	35,3% →	32,3% ↘	100%
Qualité des télécommunications (téléphone, internet...)	27,7% ↘	38% ↘	34,3% ↗	100%
Relèvement des coûts de passage portuaire	26,6% ↗	35,2% ↘	38,3% ↗	100%
Relèvement des taux de commissions bancaires sur le transfert de devises	27,1% ↗	40,3% ↗	32,6% ↘	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

En plus du renchérissement des coûts du fret maritime, l'apparition de nouveaux frais sur la place portuaire de Douala a pesé sur l'activité d'un nombre significatif

d'entreprises. En effet, plus de **55%** des chefs d'entreprises interrogés pensent être négativement impactés par les coûts élevés

et les délais de plus en plus longs sur la place portuaire de Douala.

Plusieurs autres contraintes ont été relevées par les chefs d'entreprises. Il s'agit notamment de :

- La faible régulation du secteur des télécommunications qui ne favorise pas le développement des services à Valeur Ajoutée ;
- L'inadéquation des mesures gouvernementales face au covid19 ;
- La corruption et la mal gouvernance ;
- etc.

➤ **Emplois : la tendance aux nouveaux recrutements se maintient !**

Dans cet environnement morose, une lueur d'espoir concerne l'évolution des recrutements. Pour la première fois depuis plus d'un an, les soldes d'opinions relatifs aux recrutements ont augmenté. La proportion exprimée en faveur d'une hausse des effectifs est passée de 18% à **22,1%**. En rappel, au 3^{ème} trimestre, elle n'était que de 9% et de 3% au 2^{ème} trimestre.

Cette lueur d'espoir se confirmerait-elle par anticipation au 2^{ème} trimestre 2021 ?

5. Opportunités : La hausse de la demande difficile à saisir !

Les perceptions exprimées par les chefs d'entreprises montrent que la hausse des commandes et des opportunités de marchés a été manifeste. C'est l'avis de 60,4% d'entre eux.

Si en proportion, ceux qui profitent de la demande des biens et services en liaison avec la crise Covid 19 est plus importante (de 7% au 4^{ème} trimestre 2020 à 15% au 1^{er} trimestre 2021), il convient de relever que les matières premières ont été tout de même plus facilement accessibles selon 40,5% des opinions exprimées. C'est dire que, de plus en plus, l'ouverture des frontières est profitable pour les importations malgré les difficultés déjà évoquées (transfert, coûts fret et produits).

Le statut de zone économiquement sinistré reconnu aux régions du SW et NW et les incitations qui en découlent ne semble toujours pas susciter une effervescence auprès des entreprises. En l'occurrence, **67%** n'y trouvent pas grand intérêt, bien que cette proportion soit en recul par rapport au trimestre précédent (72,6% d'opinions exprimées au 4T20).

Pour ce qui est des réformes de **l'environnement global des affaires**, la tendance de l'insatisfaction est constante, quoique pour 17,3% d'opinion, il y aurait eu une amélioration. Ce taux était de 14,8% au trimestre précédent.

Opportunités/forces	Très important	Important	Peu important	Total
Hausse des commandes / opportunités de marchés	23% ↗	37,4% ↓	39,6% ↓	100%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	16,1% ↗	25,5% ↓	58,4% ↓	100%
Accessibilité et coût des matières premières	16,9% ↗	24,6% ↓	58,5% ↓	100%
Amélioration de l'environnement des affaires	17,3% ↗	28,8% ↗	54% ↓	100%
Statut de Zone Economiquement Sinistré (SW, NW, EN)	15% ↗	17,6% ↗	67,7% ↓	100%
Mesures gouvernementales de soutien face au Covid 19	13,5% ↗	19,9% ↓	66,7% ↓	100%
Accroissement de la demande de certains biens et services liés au Covid 19	14,8% ↗	21,5% ↓	63,7% ↓	100%
Dispositions de la Loi de Finance 2021	14,6%	38,5%	46,9%	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

6. 2T21 : Difficile de se départir de certains facteurs exogènes

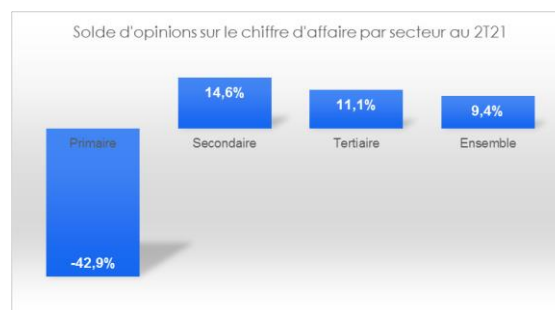
Si l'on s'en tient aux opinions exprimées par les chefs d'entreprises relatives à leurs anticipations pour le 2^{ème} trimestre 2021, le solde d'opinion concernant les Chiffres d'affaires aurait pu s'inverser.

La quasi-totalité des indicateurs convergeait dans ce sens mais les facteurs négatifs apparus entre temps obligent à tempérer cet optimisme.

Parmi ces facteurs, la pression fiscale demeure en tête de liste. Le solde d'opinion reste dans le sens d'une hausse de la perception d'une pression fiscale forte, même si cette proportion (33,8%) sera légèrement en baisse par rapport au premier trimestre (39,5%).

A celle-ci, l'on peut ajouter le renchérissement généralisé des coûts des matières premières et des produits importés, les blocages dans les opérations de transfert ainsi que la hausse vertigineuse des coûts du fret maritime.

Les acteurs du secteur primaire sont particulièrement pessimistes sur les perspectives du 2T21 avec un solde d'opinion de **-33%**.



Pour ce qui est des investissements, la tendance anticipée pour le 2^{ème} trimestre 2021 s'annonce moins bonne. En effet, la proportion des chefs d'entreprises qui envisage d'investir davantage est de seulement **23,3%** contre **28,2%** pour le 1T21.

De même, la tendance des recrutements pourrait également être en baisse au deuxième trimestre (17,2% contre 22,1%).

Tendance anticipée (2 ^{ème} Trimestre 2021)	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	36% ↓	38,2 ↗	25,7 ↗	100,00%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	32% ↗	48,5% ↓	19,4% →	100,00%
Tendance de l'endettement	32% ↓	52,5% ↗	15,6% ↓	100,00%
Tendance de la trésorerie	20,3% ↓	49,6% ↗	30,1% ↓	100,00%
Tendance des investissements	25,6% ↗	51,2% ↓	23,3% ↓	100,00%
Tendance de la pression fiscale	39,7% ↓	53,4% ↗	6,9% ↗	100,00%
Tendance des effectifs	17,2% ↓	67,9% ↗	14,9% ↗	100,00%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent